

D A L L O Z R É F É R E N C E

DROIT ET PRATIQUE DU DIVORCE



**PIERRE-JEAN
CLAUX**

Notaire honoraire
Ancien expert judiciaire
près la cour d'appel de Paris
Ancien professeur associé à l'Université
Paris-Est Créteil (UPEC)

**STÉPHANE
DAVID**

Notaire associé (Alliance Notaires)
Expert judiciaire près la cour d'appel de Paris
Maître de conférences à l'Université
Paris-Est Créteil (UPEC)

**ALEXANDRE
BOICHÉ**

Avocat au barreau de Paris

**MICHEL
DEFIX**

Magistrat

**STÉPHANIE
GANTELET**

Avocate associée (cabinet Fidal)

**AURÉLIE
GRENOT-DEVEDJIAN**

Avocate au barreau de Paris

**ALEXIS
JAULT**

Docteur en droit

**SOPHIE
TOUGNE**

Avocate au barreau de Paris

DALLOZ

Sommaire

		PAGES
TABLE DES MATIÈRES		IX
		NUMÉROS DES PARAGRAPHES
LIVRE	0 INTRODUCTION GÉNÉRALE.. .. .	0.00 à 05.222
Chapitre	01. Textes applicables	01.00 à 01.93
Chapitre	02. Bibliographie générale	02.00 à 02.33
Chapitre	03. Évolution de la législation du divorce	03.00 à 03.117
Chapitre	04. Application de la loi du divorce dans le temps	04.00 à 04.94
Chapitre	05. Application de la loi du divorce dans l'espace.	05.00 à 05.222
LIVRE	1. LA PROCÉDURE DE DIVORCE	1.00 à 154.83
Titre	11. Le choix d'une procédure de divorce en présence d'un accord entre époux.. .. .	11.00 à 113.102
Chapitre	111. Accord global devant le juge : divorce par consentement mutuel judiciaire	111.00 à 111.117
Chapitre	112. Accord global sans juge : divorce par consentement mutuel extrajudiciaire.	112.00 à 112.367
Chapitre	113. Accord partiel devant le juge : divorce pour acceptation du principe de la rupture du mariage.. .. .	113.00 à 113.102
Titre	12. Le choix d'une procédure de divorce en l'absence d'accord entre époux.	12.00 à 124.40
Chapitre	121. Divorce pour altération définitive du lien conjugal.	121.00 à 121.103
Chapitre	122. Divorce pour faute : faute invocable par l'époux demandeur. .. .	122.00 à 122.262
Chapitre	123. Divorce pour faute : moyens de défense de l'époux défendeur et faute soulevée d'office par le juge	123.00 à 123.63
Chapitre	124. Divorce pour faute : conséquences et appréciation critique	124.00 à 124.40
Titre	13. Les modalités de la procédure choisie : dispositions générales	13.00 à 134.25
Chapitre	131. Compétence d'attribution.	131.00 à 131.64
Chapitre	132. Compétence territoriale.	132.00 à 132.273-1
Chapitre	133. Action en divorce	133.00 à 133.133
Chapitre	134. Débats et décisions	134.00 à 134.25

Titre	32. Les versements pécuniaires entre ex-époux	32.00	à	325.64
Chapitre	321. Fiscalité attachée à la fixation de la prestation compensatoire.. ..	321.00	à	321.181
Chapitre	322. Fiscalité attachée à la substitution de la prestation compensatoire..	322.00	à	322.41-1
Chapitre	323. Fiscalité attachée à la transmissibilité de la prestation compensatoire..	323.00	à	323.25
Chapitre	324. Fiscalité des dommages- intérêts	324.00	à	324.25
Chapitre	325. Fiscalité des versements au profit des enfants.	325.00	à	325.64
Titre	33. Le règlement du régime matrimonial des époux	33.00	à	334.21
Chapitre	331. Imposition de l'acte portant règlement du régime matrimonial ..	331.00	à	331.152
Chapitre	332. Imposition des plus-values privées consécutives au règlement du régime matrimonial..	332.00	à	332.91
Chapitre	333. Imposition des plus-values professionnelles consécutives au règlement du régime matrimonial	333.00	à	333.52-1
Chapitre	334. Charge de la taxe foncière en cas de règlement du régime matrimonial..	334.00	à	334.21
LIVRE	4. LES CONSÉQUENCES SOCIALES ET PÉNALES DU DIVORCE..	4.00	à	422.243
Titre	41. Les conséquences sociales du divorce	41.00	à	412.112
Chapitre	411. Conséquences du divorce en droit de la sécurité sociale	411.00	à	411.201
Chapitre	412. Conséquences du divorce en droit du travail	412.00	à	412.112
Titre	42. Les conséquences pénales du divorce	42.00	à	422.243
Chapitre	421. Immunités entre époux..	421.00	à	421.44
Chapitre	422. Infractions révélées par le divorce.	422.00	à	422.243
LIVRE	5. LA SÉPARATION DE CORPS	5.00	à	522.59
Titre	51. Les causes et la procédure de la séparation de corps	51.00	à	512.32
Chapitre	511. Causes de la séparation de corps	511.00	à	511.22
Chapitre	512. Procédure de la séparation de corps.	512.00	à	512.32
Titre	52. Les conséquences et la fin de la séparation de corps	52.00	à	522.59
Chapitre	521. Conséquences de la séparation de corps	521.00	à	521.27
Chapitre	522. Fin de la séparation de corps	522.00	à	522.59
LIVRE	6. LES FRAIS DES PROCÉDURES DE DIVORCE ET DE SÉPARATION DE CORPS	6.00	à	613.24
Titre	61. Les frais des procédures de divorce et de séparation de corps.	61.00	à	613.24
Chapitre	611. Frais compris dans les dépens de l'instance en divorce ou en séparation de corps	611.00	à	611.57
Chapitre	612. Frais non compris dans les dépens de l'instance en divorce ou en séparation de corps	612.00	à	612.25
Chapitre	613. Frais liés à la mise en œuvre d'une procédure amiable de règlement du litige..	613.00	à	613.24
	PRINCIPALES ABRÉVIATIONS UTILISÉES			1241
	INDEX ALPHABÉTIQUE THÉMATIQUE			1245

Table des matières

	<i>page</i>
SOMMAIRE	V
LIVRE 0. INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE 01. TEXTES APPLICABLES	3
section 1. Textes codifiés en droit de la famille	3
§ 1. <i>Textes fondamentaux</i>	3
§ 2. <i>Textes relatifs au droit fiscal</i>	4
§ 3. <i>Textes relatifs au droit pénal</i>	4
§ 4. <i>Textes relatifs au droit social</i>	4
section 2. Textes non codifiés en droit de la famille	5
§ 1. <i>Textes fondamentaux</i>	5
§ 2. <i>Textes relatifs au droit pénal</i>	6
§ 3. <i>Textes relatifs au droit social</i>	6
§ 4. <i>Textes relatifs aux voies d'exécution</i>	6
§ 5. <i>Textes relatifs aux procédures collectives</i>	6
CHAPITRE 02. BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	7
section 1. Œuvres fréquemment citées	7
section 2. Encyclopédies	7
section 3. Œuvres citées ponctuellement	7
CHAPITRE 03. ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION DU DIVORCE	15
section 1. Histoire ancienne du divorce : des origines à la loi du 1^{er} juillet 1975	16
section 2. Histoire moderne du divorce : la loi du 11 juillet 1975	17
§ 1. <i>Principes directeurs de la loi du 11 juillet 1975</i>	17
§ 2. <i>Bilan de la loi du 11 juillet 1975</i>	18
A. <i>Bilan statistique</i>	18
B. <i>Bilan technique</i>	19
section 3. Le droit positif : la loi du 26 mai 2004	20
§ 1. <i>Genèse de la loi</i>	20
§ 2. <i>Principes directeurs de la loi</i>	22
§ 3. <i>Bilan chiffré de la loi</i>	23
section 4. Instauration d'un divorce par consentement mutuel extrajudiciaire : la loi du 18 novembre 2016	24
CHAPITRE 04. APPLICATION DE LA LOI DU DIVORCE DANS LE TEMPS	31
section 1. Entrée en vigueur de la loi du 26 mai 2004	32
section 2. Application de la loi aux instances en cours	32
§ 1. <i>Système de solutions : les règles</i>	32
§ 2. <i>Incidences concrètes du système mis en place</i>	34
A. <i>Divorce sur requête conjointe</i>	34
B. <i>Divorce pour faute</i>	34

	C. Divorce sur demande acceptée	35
	D. Divorce pour rupture de la vie commune	36
section	3. Application de la loi du 26 mai 2004 en présence d'une voie de recours	37
CHAPITRE	05. APPLICATION DE LA LOI DU DIVORCE DANS L'ESPACE	39
section	1. Dispositions de droit commun	42
	§ 1. <i>Loi applicable au divorce</i>	42
	A. Procédure de divorce engagée avant le 21 juin 2012 : application de l'article 309 du Code civil	42
	B. Procédure de divorce engagée après le 21 juin 2012 : application du Règlement Rome III	43
	1° <i>Dispositions générales</i>	43
	2° <i>Détermination de la loi applicable au divorce</i>	43
	a) Loi choisie par les parties	44
	b) Loi applicable à défaut de choix	46
	3° <i>Mise en œuvre de la loi désignée</i>	47
	§ 2. <i>Conséquences financières du divorce pour les époux</i>	49
	A. Action initiée avant le 18 juin 2011	50
	B. Action intentée après le 18 juin 2011	50
	1° <i>Possibilité pour les parties de choisir la loi applicable aux obligations alimentaires</i>	50
	a) Choix de la loi applicable	50
	b) Effets du choix	51
	2° <i>Loi applicable à défaut de choix</i>	53
	3° <i>Mise en œuvre de la loi applicable aux obligations alimentaires</i>	55
	§ 3. <i>Mise en cause de la responsabilité civile de l'un des époux dans le cadre du divorce</i>	55
	§ 4. <i>Conséquences du divorce vis-à-vis des enfants</i>	56
	A. Autorité parentale	56
	B. Obligations alimentaires	56
section	2. Dispositions spéciales issues de conventions bilatérales	57
	§ 1. <i>Convention franco-polonaise du 5 avril 1967 relative à la loi applicable, la compétence et l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille</i>	57
	§ 2. <i>Convention franco-yougoslave du 18 mai 1971</i>	57
	§ 3. <i>Convention franco-marocaine du 9 août 1981</i>	58
section	3. Exceptions à l'application de la loi désignée par les règles de conflits	58
LIVRE	1. LA PROCÉDURE DE DIVORCE	61
TITRE	11. LE CHOIX D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE EN PRÉSENCE D'UN ACCORD ENTRE ÉPOUX	65
CHAPITRE	111. ACCORD GLOBAL DEVANT LE JUGE : DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL JUDICIAIRE	67
section	1. Économie générale du divorce par consentement mutuel judiciaire	70
section	2. Appréciation critique du divorce par consentement mutuel judiciaire	71
	§ 1. <i>Avantages reconnus du divorce par consentement mutuel judiciaire</i>	71
	§ 2. <i>Ambiguïtés constatées du divorce par consentement mutuel judiciaire</i>	72
	A. Époux	72
	B. Avocat et notaire	73
	C. Magistrat	76
	§ 3. <i>Synthèse et épilogue</i>	76
	A. Époux concernés	76
	B. Rôle de l'avocat et du notaire	77
	C. Rôle du magistrat	80
CHAPITRE	112. ACCORD GLOBAL SANS JUGE : DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL EXTRAJUDICIAIRE	83
section	1. Économie générale du divorce par consentement mutuel extrajudiciaire	87
	§ 1. <i>Nature du divorce par consentement mutuel extrajudiciaire</i>	88
	§ 2. <i>Domaine du divorce par consentement mutuel extrajudiciaire</i>	91
	A. Un divorce conditionné	91
	B. Un divorce exclu	92
	§ 3. <i>Les acteurs du divorce par consentement mutuel extrajudiciaire</i>	93
	A. Les époux	93
	1° <i>Époux concernés</i>	94
	2° <i>Obligations pesant sur les époux</i>	95
	a) Négociations	95
	b) Devoirs précontractuels	96
	B. Les avocats	97
	1° <i>Exposé du nouveau rôle des avocats</i>	97
	2° <i>Incidences du nouveau rôle des avocats</i>	98

	C. Le notaire	99
	1° Notaire « liquidateur »	100
	2° Notaire « dépositaire »	101
section	2. Appréciation critique du divorce par consentement mutuel extrajudiciaire	103
	§ 1. <i>La famille</i>	104
	A. Les époux	104
	1° Déséquilibre	104
	2° Insécurité	106
	B. Les enfants	107
	1° Place de l'enfant	107
	2° Protection de l'enfant	108
	§ 2. <i>Les professionnels</i>	110
	A. Avocats	110
	1° Craintes	110
	2° Plainte	112
	B. Notaire	113
	1° Contrôle du consentement des époux	114
	a) Interrogations soulevées par les textes	114
	α) Contrôle de l'expression du consentement	114
	β) Contrôle de la permanence du consentement	115
	b) Solutions éprouvées par la pratique	115
	2° Contrôle de la légalité de la convention	117
CHAPITRE	113. ACCORD PARTIEL DEVANT LE JUGE : DIVORCE POUR ACCEPTATION DU PRINCIPE DE LA RUPTURE DU MARIAGE	121
section	1. Économie générale du divorce pour acceptation du principe de la rupture du mariage	123
	§ 1. <i>Conditions du divorce pour acceptation du principe de la rupture du mariage</i>	123
	A. Acceptation à tout moment de la procédure	123
	B. Acceptation irrévocable	124
	C. Acceptation contrôlée par le juge	125
	§ 2. <i>Conséquences du divorce pour acceptation du principe de la rupture du mariage</i>	126
section	2. Appréciation critique du divorce pour acceptation du principe de la rupture du mariage	126
	§ 1. <i>Domaine du divorce accepté</i>	126
	§ 2. <i>Avantages et inconvénients du divorce accepté</i>	127
	§ 3. <i>Rôle de l'avocat</i>	127
	§ 4. <i>Rôle du magistrat</i>	128
TITRE	12. LE CHOIX D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE EN L'ABSENCE D'ACCORD ENTRE ÉPOUX	129
CHAPITRE	121. DIVORCE POUR ALTÉRATION DÉFINITIVE DU LIEN CONJUGAL	130
section	1. Économie générale du divorce pour altération définitive du lien conjugal	132
	§ 1. <i>Causes du divorce pour altération définitive du lien conjugal</i>	133
	A. En cas de demande principale	133
	1° Conditions imposées à l'époux demandeur	133
	a) Existence d'une séparation	133
	b) Durée de la séparation	134
	2° Moyens de défense à la disposition de l'époux défendeur	136
	B. En cas de demande reconventionnelle	138
	§ 2. <i>Conséquences du divorce pour altération définitive du lien conjugal</i>	139
section	2. Appréciation critique du divorce pour altération définitive du lien conjugal	139
CHAPITRE	122. DIVORCE POUR FAUTE : FAUTE INVOCABLE PAR L'ÉPOUX DEMANDEUR	142
section	1. Présentation du divorce pour faute	145
section	2. Éléments constitutifs de la faute	146
	§ 1. <i>Élément matériel</i>	146
	A. Manquements à des devoirs légaux	146
	1° Violation du devoir de fidélité entre époux	146
	2° Violation du devoir d'entraide entre époux	152
	3° Violation du devoir d'entretien et d'éducation à l'égard des enfants	153
	4° Violation de l'obligation de respect envers le conjoint	155
	a) Violation de l'obligation de respect du conjoint dans son corps	155
	b) Violation de l'obligation du respect du conjoint dans son esprit	156
	c) Violation de l'obligation de respect du conjoint dans sa dignité et son honneur	158

	5°	Violation de l'obligation de communauté de vie	161
	a)	Violation de l'obligation charnelle	161
	b)	Violation de l'obligation de cohabitation	162
	B.	Manquements à des devoirs innommés	165
	§ 2.	Élément intentionnel	169
section	3.	Caractères de la faute	170
section	4.	Preuve de la faute	171
	§ 1.	Principes directeurs de la preuve	171
	§ 2.	Modes de preuve	173
	A.	Témoignages	173
	B.	Constats	175
	C.	Aveu	177
	D.	Écrits	178
	E.	Autres modes de preuve	180
CHAPITRE	123.	DIVORCE POUR FAUTE : MOYENS DE DÉFENSE DE L'ÉPOUX DÉFENDEUR ET FAUTE SOULEVÉE D'OFFICE PAR LE JUGE	183
section	1.	Moyens de défense offerts à l'époux défendeur	184
	§ 1.	Moyens de défense visant au rejet de la demande en divorce	184
	A.	Réconciliation	184
	B.	Excuses	186
	§ 2.	Moyens de défense visant au prononcé du divorce	188
section	2.	Faute soulevée d'office par le juge	188
CHAPITRE	124.	DIVORCE POUR FAUTE : CONSÉQUENCES ET APPRÉCIATION CRITIQUE	190
section	1.	Conséquences passées et actuelles du divorce pour faute	191
section	2.	Appréciation critique du divorce pour faute	192
	§ 1.	Défauts de l'ancien divorce pour faute	192
	§ 2.	Raisons du maintien du divorce pour faute	193
TITRE	13.	LES MODALITÉS DE LA PROCÉDURE CHOISIE : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	197
CHAPITRE	131.	COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION	199
section	1.	Compétence de principe du juge aux affaires familiales	203
section	2.	Incompétence exceptionnelle du juge aux affaires familiales	206
	§ 1.	Compétences respectives du juge aux affaires familiales et du tribunal de grande instance	206
	§ 2.	Compétences respectives du juge aux affaires familiales et du juge pénal	207
	§ 3.	Compétences respectives du juge aux affaires familiales et du juge des enfants	208
CHAPITRE	132.	COMPÉTENCE TERRITORIALE	212
section	1.	En droit interne	214
	§ 1.	Litiges d'ordre personnel ou mixte	215
	§ 2.	Litiges d'ordre strictement patrimonial	216
section	2.	En droit international	216
	§ 1.	Compétence internationale en matière de divorce	217
	A.	Primauté du règlement « Bruxelles II bis » sur le droit national	218
	B.	Mise en œuvre de la primauté du règlement « Bruxelles II bis » et de la vocation subsidiaire du droit commun	218
	1°	Lorsqu'elles permettent de fonder la compétence des juridictions françaises, les dispositions du règlement « Bruxelles II bis » doivent être appliquées d'office	218
	2°	Lorsqu'elles sont saisies et incompétentes en vertu du règlement « Bruxelles II bis », alors que l'un des chefs de compétence visés dans ce texte est réalisé sur le territoire d'un État membre, les juridictions françaises doivent d'office se déclarer incompétentes, même si elles sont compétentes en vertu du droit commun	221
	3°	Si aucune juridiction d'un État membre n'est compétente en application du règlement « Bruxelles II bis », les juridictions françaises ne peuvent pas se reconnaître compétentes en vertu du droit national, si le défendeur est ressortissant d'un autre État membre ou s'il a sa résidence dans un État membre	222
	4°	Si les juridictions d'aucun État membre ne sont compétentes et si le défendeur n'a pas sa résidence habituelle dans un État membre ou n'est pas ressortissant d'un État membre, il peut être attrait devant les juridictions françaises en application des règles de droit national	222
	C.	Dispositions du règlement « Bruxelles II bis » relatives à la litispendance	224

	§ 2. <i>Compétence internationale quant aux conséquences du divorce</i>	226
	A. Conséquences entre époux	226
	1° <i>Pensions et prestations</i>	226
	a) Régime des procédures engagées avant le 18 juin 2011	226
	α) Lorsque le défendeur est domicilié sur le territoire d'un État membre	227
	β) Lorsque le défendeur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État membre	227
	b) Régime des actions engagées après le 18 juin 2011	228
	2° <i>Domages-intérêts</i>	231
	B. Conséquences à l'égard des enfants	232
	1° <i>Responsabilité parentale</i>	232
	2° <i>Obligations alimentaires</i>	235
	a) Actions introduites avant le 18 juin 2011	235
	b) Actions initiées après le 18 juin 2011	235
CHAPITRE	133. ACTION EN DIVORCE	237
section	1. Un principe consacré : l'action en divorce est réservée aux époux	241
section	2. Un principe aménagé : l'action en divorce en présence d'un époux placé sous un régime de protection	243
	§ 1. <i>Action en divorce exercée par un époux placé sous un régime de protection</i>	243
	A. Action en divorce d'un époux sous tutelle	243
	B. Action en divorce d'un époux placé sous un autre régime de protection	244
	§ 2. <i>Action en divorce exercée contre un époux placé sous un régime de protection</i>	245
	A. Action contre un époux placé sous tutelle	245
	B. Action contre un époux placé sous un autre régime de protection	246
section	3. Un principe écorné : l'éviction relative des tiers à l'action en divorce	247
	§ 1. <i>Intervention des tiers</i>	247
	A. Admission de l'intervention des tiers dans l'intérêt de l'enfant	247
	B. Discussion quant à l'intervention des tiers dans l'intérêt des créanciers	247
	§ 2. <i>Audition de l'enfant</i>	249
	A. Principes et conditions	249
	B. Mise en œuvre	252
	C. Questions soulevées par l'audition de l'enfant	253
CHAPITRE	134. DÉBATS ET DÉCISIONS	256
section	1. Débats	256
section	2. Décision	257
TITRE	14. LES MODALITÉS DE LA PROCÉDURE CHOISIE : DIVORCES PAR CONSENTEMENT MUTUEL	259
CHAPITRE	141. DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL EXTRAJUDICIAIRE	260
section	1. Élaboration de l'accord	266
	§ 1. <i>Les premières diligences</i>	266
	A. Choix à opérer	267
	1° <i>Choix du divorce sans juge</i>	267
	2° <i>Choix des autres intervenants</i>	268
	B. Pièces à réunir	269
	§ 2. <i>Les négociations</i>	270
	A. Une phase nécessairement pilotée par les avocats	270
	B. Une phase ponctuellement intégrée par le notaire	271
	§ 3. <i>Les projets d'actes</i>	273
section	2. Consécration de l'accord	275
	§ 1. <i>Signature de la convention</i>	275
	A. Condition de délai	275
	B. Condition de forme	277
	C. Contenu de la convention	278
	1° <i>Règlement complet des effets du divorce</i>	278
	a) Prestation compensatoire	279
	b) Autres effets	280
	2° <i>Mentions obligatoires</i>	282
	a) Mentions d'origine légale	282
	b) Mentions d'origine réglementaire	283
	3° <i>Clauses particulières</i>	284
	a) <i>Clauses indispensables</i>	284
	b) <i>Clauses souhaitables</i>	285
	c) <i>Clauses prohibées</i>	286
	4° <i>Annexes à la convention</i>	287

	§ 2. Dépôt de la convention	289
	A. Formalisme	289
	B. Contrôle exercé par le notaire	290
	1° Teneur du contrôle opéré	290
	2° Issue du contrôle opéré	292
	a) Issue positive	292
	b) Issue négative	296
	C. Effets attachés au dépôt	296
section	3. Devenir de l'accord	297
	§ 1. Exécution de la convention	298
	A. En droit interne	298
	1° Support de l'exécution	298
	2° Moyens d'exécution	300
	a) Les moyens classiques d'exécution	300
	b) Les moyens propres au droit des contrats	301
	B. En droit international	301
	1° Au sein de l'Union européenne	302
	2° En dehors de l'Union européenne	304
	§ 2. Remise en cause de la convention	305
	A. Contestation de la convention	305
	1° Les époux	306
	a) Nullité de la convention	306
	i) Causes de nullité	306
	α) Nullité pour vices du consentement	306
	β) Nullité pour contrariété à l'ordre public	308
	ii) Régime de la nullité	308
	α) Mise en œuvre de la nullité	308
	β) Étendue de la nullité	310
	b) Clauses réputées non écrites	311
	c) Actions à l'encontre du partage des biens	312
	2° Les tiers	312
	B. Modification de la convention	313
	1° Modification conventionnelle	314
	2° Modification judiciaire	315
	a) Dispositions relatives aux enfants	315
	b) Dispositions relatives à la prestation compensatoire	315
CHAPITRE	142. DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL JUDICIAIRE	317
sect. préliminaire.	Perfection de la convention	321
section	1. Phase pré-judiciaire : l'accord à fin d'homologation	323
	§ 1. Accord sur le principe et sur les effets du divorce	323
	A. Fond de l'accord	323
	1° Quant aux parties	323
	2° Quant au consentement	324
	3° Quant à la cause	324
	4° Quant à l'objet	324
	B. Forme de l'accord	325
	1° Quant au principe du divorce	325
	2° Quant aux effets du divorce	325
	§ 2. Convention portant règlement des effets du divorce	326
	A. Effets quant aux époux	326
	1° Effets extrapatrimoniaux	326
	a) Effets extrapatrimoniaux indisponibles et anéantis de plein droit	326
	b) Usage du nom conjugal	327
	2° Effets patrimoniaux	327
	a) Règlement du régime matrimonial	327
	b) Prestation compensatoire	329
	c) Autres effets patrimoniaux	330
	B. Effets quant aux enfants	331
	1° Effets extrapatrimoniaux	331
	a) Nécessité d'un règlement face à tous les enfants mineurs	331
	b) Exercice de l'autorité parentale	331

	c) Résidence habituelle	332
	d) Droit de visite et d'hébergement	332
	2° Effets patrimoniaux	333
section	2. Homologation judiciaire	334
	§ 1. <i>Mise en œuvre du contrôle judiciaire</i>	334
	A. Saisine du juge : la requête conjointe	334
	1° Requête	334
	2° Juge saisi	335
	B. Comparution devant le juge	335
	1° Demande d'audition de l'enfant mineur	335
	2° Procédure de comparution devant le juge	336
	3° Teneur du contrôle judiciaire	336
	a) Généralités	336
	b) Différents objets de contrôle	337
	§ 2. <i>Résultat du contrôle judiciaire</i>	339
	A. Décisions de rejet	339
	1° Décisions définitives	339
	2° Décision provisoire : l'ajournement	340
	a) Présentation de l'ajournement	340
	b) Appréciation	340
	B. Décision satisfaisante : l'homologation	341
	1° Force de l'homologation	341
	a) Force d'agrégation : l'indivisibilité du jugement et de la convention	341
	α) Conséquences quant aux recours entre époux	341
	β) Conséquences quant aux recours offerts aux tiers	344
	γ) Incidence des procédures collectives	346
	δ) Effets de l'ensemble jugement et convention	349
	b) Forces obligatoire et exécutoire	349
	2° Immutabilité de la convention homologuée	349
	a) Modifications des mesures relatives aux enfants	350
	b) Révision de la prestation compensatoire	351
	c) Partage complémentaire en cas d'omission d'un bien	352
TITRE	15. LES MODALITÉS DE LA PROCÉDURE CHOISIE : DIVORCES CONTENTIEUX	357
CHAPITRE	151. DIVORCES CONTENTIEUX – TRONC COMMUN PROCÉDURAL : REQUÊTE INITIALE ET AUDIENCE DE CONCILIATION	358
section	1. Requête initiale	364
	§ 1. <i>Exigences de forme</i>	364
	§ 2. <i>Mesures sollicitées</i>	365
	A. Mesures provisoires	365
	B. Mesures de crise	366
	1° Mesures urgentes de l'article 257 du Code civil	366
	2° Ordonnance de protection de l'article 515-9 du Code civil	368
section	2. Audience dite de conciliation	371
	§ 1. <i>Convocation à l'audience</i>	372
	§ 2. <i>Déroulement de l'audience</i>	373
CHAPITRE	152. DIVORCES CONTENTIEUX – TRONC COMMUN PROCÉDURAL : MESURES PROVISOIRES	376
section	1. Contenu des mesures provisoires	382
	§ 1. <i>Mesures de pacification</i>	382
	A. Recours à la médiation familiale	384
	B. Processus de médiation familiale	386
	§ 2. <i>Mesures de gestion</i>	387
	A. Mesures relatives aux époux	387
	1° Aménagement des conditions d'existence	387
	a) Modalités de la résidence séparée	387
	b) Jouissance du logement et du mobilier du ménage	388
	c) Gestion et jouissance des autres biens	390
	d) Sort et attribution de l'animal domestique	391
	e) Remise des vêtements	392
	2° Aménagement des relations pécuniaires	393
	a) Pension alimentaire	393
	b) Règlement des dettes	395

	c) Provision <i>ad litem</i>	397
	d) Avance sur la liquidation du régime matrimonial	398
	B. Mesures relatives aux enfants	399
	§ 3. Mesures d'instruction	401
	A. Mesures d'instruction d'ordre personnel	402
	1° L'enquête sociale	402
	2° L'expertise médico-psychologique	406
	B. Mesures d'instruction d'ordre économique	408
	1° Nomination d'un professionnel qualifié	409
	a) Contours de la mission confiée au professionnel qualifié	409
	b) Identification du professionnel qualifié	411
	c) Exercice de la mission par le professionnel qualifié	412
	2° Nomination d'un notaire	414
	a) Objet de la mission confiée au notaire	414
	b) Opportunité de nommer un notaire	415
	c) Statut du notaire nommé	416
	α) Un statut proche de celui d'un expert judiciaire	416
	β) Un statut distinct de celui d'un expert judiciaire	419
	d) Exercice de la mission par le notaire	420
	α) Déroulement de la mission	420
	β) Issue de la mission en l'absence d'accord	421
	γ) Issue de la mission en présence d'un accord	424
	C. Mesures d'instruction d'ordre international	426
	1° Demande de la juridiction requérante à la juridiction compétente	428
	2° Exécution directe de la mesure d'instruction par la juridiction requérante	429
section	2. Exécution des mesures provisoires	430
section	3. Modification des mesures provisoires	430
	§ 1. Exercice d'une voie de recours	430
	§ 2. Survenance d'un fait nouveau	431
section	4. Durée des mesures provisoires	433
	§ 1. Extinction des mesures provisoires	433
	§ 2. Caducité des mesures provisoires	433
	§ 3. Nullité des mesures provisoires	434
CHAPITRE	153. DIVORCES CONTENTIEUX : INSTANCE ET JUGEMENT DE DIVORCE	436
section	1. Introduction de l'instance en divorce	441
	§ 1. Forme de l'acte introductif	441
	§ 2. Délais pour introduire l'instance	441
	§ 3. Contenu de l'acte introductif	441
	§ 4. Conséquences de l'acte introductif	443
section	2. Mise en l'état de l'instance en divorce	444
	§ 1. Le juge de la mise en état	444
	§ 2. Les parties	445
	A. Demande reconventionnelle	445
	B. Passerelles	446
	1° Modification conjointe du fondement de la demande	446
	2° Modification unilatérale du fondement de la demande	448
section	3. Jugement de divorce	448
	§ 1. Jugement rejetant la demande	449
	A. Causes	449
	B. Conséquences	449
	1° Énumération des mesures de l'article 258 du Code civil	450
	2° Durée des mesures de l'article 258 du Code civil	451
	§ 2. Jugement prononçant le divorce	452
	A. Cause du divorce	452
	1° Examen de demandes concurrentes en divorce fondées sur la faute	452
	2° Examen de demandes en divorce et en séparation de corps fondées sur la faute	453
	3° Examen de demandes concurrentes en divorce fondées sur la faute et sur l'altération définitive du lien conjugal	453
	4° Examen de demandes concurrentes en divorce et en séparation de corps fondées sur la faute et sur l'altération définitive du lien conjugal	453
	B. Conséquences du divorce	454

CHAPITRE	154.	DIVORCES CONTENTIEUX : VOIES DE RECOURS	455
section	1.	Voies de recours offertes aux époux	457
	§ 1.	<i>En l'absence de fraude</i>	459
	A.	Appel	459
	1°	Domaine	459
	2°	Effets	461
	a)	Effet suspensif	461
	b)	Effet dévolutif	461
	B.	Pourvoi en cassation	461
	§ 2.	<i>En présence d'une fraude</i>	462
section	2.	Voies de recours offertes aux tiers	464
LIVRE	2.	LES CONSÉQUENCES CIVILES DU DIVORCE	467
TITRE	21.	LA DISSOLUTION DU MARIAGE	471
CHAPITRE	211.	DATE DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE	472
section	1.	Le divorce est prononcé par un juge aux affaires familiales	474
section	2.	Le divorce est prononcé par une cour d'appel	475
section	3.	Le divorce est discuté devant la Cour de cassation	476
CHAPITRE	212.	CONSÉQUENCES AUTOMATIQUES DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE	478
section	1.	Perte de la qualité d'époux	480
	§ 1.	<i>Liberté de se remarier</i>	480
	A.	Énoncé du principe	481
	B.	Intensité du principe	481
	C.	Exercice du principe	482
	1°	<i>Libre choix du moment</i>	482
	2°	<i>Libre choix du conjoint</i>	482
	§ 2.	<i>Liberté de se pacser</i>	483
	§ 3.	<i>Perte de la vocation successorale</i>	483
	A.	Droits du conjoint survivant par l'effet de la loi	484
	1°	<i>Droits successoraux proprement dits du conjoint survivant</i>	484
	2°	<i>Droits du conjoint survivant sur son logement</i>	485
	B.	Pouvoir de la volonté pour diminuer les droits du conjoint survivant	486
	1°	<i>Droits successoraux proprement dits du conjoint survivant</i>	486
	2°	<i>Droits du conjoint survivant sur son logement</i>	487
section	2.	Disparition des devoirs nés du mariage	487
	§ 1.	<i>Disparition des devoirs entre époux</i>	487
	§ 2.	<i>Disparition des devoirs à l'égard des alliés</i>	488
section	3.	Nom des époux divorcés	488
	§ 1.	<i>Règle de principe</i>	488
	A.	Contours du principe	489
	B.	Sanctions du principe	490
	§ 2.	<i>Exceptions au principe</i>	490
	A.	Accord du conjoint	491
	B.	Autorisation du juge	494
	1°	<i>Conditions de l'autorisation</i>	494
	2°	<i>Régime juridique de l'autorisation</i>	496
CHAPITRE	213.	IDENTIFICATION DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE	499
section	1.	Historique et évolution législative	503
section	2.	Nature juridique de la prestation	506
	§ 1.	<i>Nature hybride de la prestation compensatoire</i>	506
	§ 2.	<i>Conséquences du caractère alimentaire de la prestation</i>	508
	A.	Insaisissabilité de la prestation	508
	B.	Interdiction de toute compensation légale ou judiciaire	508
	C.	Indisponibilité relative de la prestation	509
	§ 3.	<i>Critique de l'analyse dualiste</i>	511
section	3.	Objet de la prestation	512
	§ 1.	<i>Définition</i>	512
	A.	Objectifs poursuivis	512
	B.	Objectifs écartés	516
	§ 2.	<i>Conséquences</i>	517

CHAPITRE	214.	DEMANDE DE PRESTATION COMPENSATOIRE	520
section	1.	Auteur de la demande	521
§ 1.	Principe	521	
§ 2.	Exceptions	522	
section	2.	Moment de la demande	523
section	3.	Objet de la demande	525
CHAPITRE	215.	FIXATION DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE	527
section	1.	Date d'appréciation de la disparité de situation	533
section	2.	Recherche de la disparité de situation	534
§ 1.	Méthode de recherche	535	
A.	Analyse chiffrée de la disparité	535	
1°	Patrimoine actuel	535	
2°	Patrimoine futur	541	
B.	Analyse des causes de la disparité	544	
§ 2.	Moyens de recherche	546	
A.	Collecte des informations	547	
1°	Collecte par le juge lui-même	547	
2°	Collecte par l'intermédiaire d'un expert	549	
B.	Déclaration sur l'honneur	551	
1°	Régime de la déclaration sur l'honneur	552	
2°	Portée de la déclaration sur l'honneur	554	
section	3.	Compensation de la disparité de situation	556
§ 1.	Montant de la compensation	556	
A.	Méthodes proposées	556	
1°	Méthodes originelles	557	
a)	Méthode de Monsieur Martin Saint-Léon	557	
b)	Méthode de Maître Depondt	558	
c)	Méthode distinctive de Stéphane David	560	
2°	Méthode nouvelles	561	
a)	Méthode « PilotePC »	561	
b)	Méthode par ajustements	566	
B.	Méthodes appliquées	572	
1°	Mise en œuvre	572	
2°	Illustrations	573	
C.	Conclusion sur le calcul de la prestation compensatoire	577	
§ 2.	Formes de la compensation	579	
A.	Prestation compensatoire judiciaire	579	
1°	Principe : le capital	579	
a)	Capital en numéraire	579	
α)	Versement immédiat d'une somme d'argent	580	
β)	Versement échelonné d'une somme d'argent	580	
b)	Capital en nature	583	
α)	Abandon de biens en pleine propriété	583	
β)	Abandon de biens en usufruit	585	
γ)	Abandon de biens sous la forme d'un droit d'usage et d'habitation	587	
δ)	Mentions obligatoires en cas d'abandon de biens	588	
c)	Capital combiné	589	
2°	Exception : la rente viagère	590	
a)	Conditions d'octroi de la rente viagère	590	
α)	Conditions de fond	591	
β)	Conditions de forme	592	
b)	Régime de la rente viagère	593	
α)	Indexation de la rente viagère	593	
β)	Variabilité de la rente viagère	596	
c)	Combinaison de la rente viagère et d'un capital	598	
B.	Prestation compensatoire conventionnelle	599	
1°	Octroi d'une liberté contrôlée aux époux	599	
2°	Utilisation de la liberté contrôlée par les époux	601	
CHAPITRE	216.	RÈGLEMENT DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE	606
section	1.	Exigibilité du règlement	612
§ 1.	Principe	612	

	§ 2. <i>Exceptions</i>	614
	A. Exigibilité anticipée	614
	B. Exigibilité différée	615
section	2. Difficultés attachées au règlement	617
	§ 1. <i>Règlement inadapté</i>	617
	A. Révision de la prestation	618
	1° <i>Révision de la prestation judiciaire</i>	618
	a) Révision du capital échelonné	618
	b) Révision de la rente	619
	α) Titulaires de l'action en révision	619
	β) Conditions de la révision	621
	γ) Objet de la révision	623
	δ) Date d'effet de la révision	625
	2° <i>Révision de la prestation conventionnelle</i>	627
	a) En présence d'une clause de révision	627
	α) Révision en vertu de la clause	627
	β) Révision en dépit de la clause	628
	b) En l'absence de clause de révision	629
	3° <i>Analyse critique du système de révision</i>	630
	B. Substitution de la prestation	631
	1° <i>Demande de substitution</i>	632
	a) Demande de substitution par le débiteur	632
	b) Demande de substitution par le créancier	632
	2° <i>Décision de substituer</i>	633
	a) Opportunité de la substitution	633
	b) Calcul de la substitution	634
	§ 2. <i>Règlement inexécuté</i>	636
	A. Remèdes généraux à l'inexécution	636
	1° <i>Prévention de l'inexécution</i>	636
	a) Garanties imposées par la loi	638
	b) Garanties imposées par le juge	639
	2° <i>Traitement de l'inexécution</i>	643
	a) Contraintes d'exécution	643
	b) Sanctions de l'inexécution	645
	α) Sanctions civiles	645
	β) Sanctions pénales	648
	B. Obstacles particuliers à l'exécution	649
	1° <i>Règlement de la prestation malgré la procédure collective</i>	649
	a) Prestation antérieure à la procédure collective	650
	α) Absence d'obligations préalables au paiement	651
	β) Voies de paiement	652
	b) Prestation postérieure à la procédure collective	654
	2° <i>Règlement de la prestation malgré le décès</i>	656
	a) Description du dispositif légal de transmission passive	658
	α) Principe : une transmissibilité limitée	658
	β) Exception : une transmissibilité étendue	660
	b) Domaine du dispositif légal de transmission passive	663
CHAPITRE	217. DOMMAGES-INTÉRÊTS	665
section	1. Dommages-intérêts fondés sur l'article 266 du Code civil	667
	§ 1. <i>Domaine</i>	667
	§ 2. <i>Préjudice réparable</i>	668
	§ 3. <i>Date de la demande</i>	670
	§ 4. <i>Modes de réparation</i>	671
section	2. Dommages-intérêts fondés sur l'article 1240 du Code civil	673
	§ 1. <i>Domaine</i>	673
	§ 2. <i>Conditions</i>	674
	A. Énoncé des conditions	674
	B. Enseignements tirés des conditions	676
	§ 3. <i>Régime</i>	677

TITRE	22. LE SORT DES BIENS : LOGEMENT DE LA FAMILLE ET DONATIONS ENTRE ÉPOUX	679
CHAPITRE	221. SORT DU LOGEMENT FAMILIAL	680
section	1. Le logement familial, propriété des deux époux	685
	§ 1. <i>Solutions choisies par les époux</i>	685
	A. Conservation du bien	686
	B. Vente du bien	686
	1° <i>Conclusion de la vente</i>	686
	2° <i>Distribution du prix de vente</i>	687
	§ 2. <i>Solutions imposées par le juge</i>	689
section	2. Le logement familial, propriété de l'un des époux	691
	§ 1. <i>Prestation compensatoire</i>	691
	§ 2. <i>Bail forcé</i>	691
section	3. Le logement familial, bien en location	692
section	4. Acquisition d'un logement par un époux au cours de la procédure de divorce	695
	§ 1. <i>Acquisition par un époux sans l'intervention du conjoint</i>	696
	A. Acquisition par un époux avant la date de dissolution du régime matrimonial	696
	B. Acquisition par un époux après la date de dissolution du régime matrimonial	698
	1° <i>Validité de l'opération</i>	698
	2° <i>Qualification du bien</i>	698
	3° <i>Financement de l'opération</i>	700
	§ 2. <i>Acquisition par un époux avec l'intervention du conjoint</i>	701
	A. Intérêt de l'intervention	701
	1° <i>Acquisition par un époux après la date de dissolution du régime matrimonial</i>	701
	2° <i>Acquisition par un époux avant la date de dissolution du régime matrimonial</i>	702
	B. Modalités de l'intervention	702
	C. Portée de l'intervention	703
CHAPITRE	222. SORT DES DONATIONS ENTRE ÉPOUX	704
section	1. Donations entre époux et divorce sous l'empire de la loi du 11 juillet 1975	706
	§ 1. <i>Divorce aux torts exclusifs et divorce pour rupture de la vie commune</i>	707
	§ 2. <i>Divorce aux torts partagés et divorce sur demande acceptée</i>	707
	§ 3. <i>Divorce sur requête conjointe</i>	708
section	2. Donations entre époux et divorce sous l'empire de la loi du 26 mai 2004	709
	§ 1. <i>Règles posées par la loi du 26 mai 2004</i>	709
	A. Régime juridique des donations entre époux	709
	B. Sort des donations entre époux en cas de divorce	711
	1° <i>Maintien des donations de biens présents</i>	711
	2° <i>Révocation des donations de biens à venir</i>	712
	a) Principe	712
	b) Tempérament	713
	§ 2. <i>Difficultés soulevées par la loi du 26 mai 2004</i>	714
	A. Conflits de lois dans le temps	714
	B. Sort des donations à terme de biens présents	715
	1° <i>Réversion d'usufruit</i>	715
	2° <i>Assurance-vie</i>	717
	C. Clause résolutoire de divorce	720
	1° <i>Une validité avérée pour les donations librement révocables</i>	720
	2° <i>Une nullité contestée pour les donations irrévocables</i>	721
TITRE	23. LE SORT DES BIENS : DÉTERMINATION, LIQUIDATION ET RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL	725
CHAPITRE	231. DÉTERMINATION DU RÉGIME MATRIMONIAL	727
section	1. En présence d'avantages matrimoniaux	732
	§ 1. <i>Notion d'avantages matrimoniaux</i>	732
	A. Notion d'avantages matrimoniaux en régime communautaire	732
	B. Notion d'avantages matrimoniaux en régime séparatiste	733
	§ 2. <i>Incidences du divorce sur les avantages matrimoniaux</i>	735
	A. Sous l'empire de la loi du 11 juillet 1975	735
	1° <i>Énoncé des règles de déchéance</i>	735
	2° <i>Application des règles de déchéance</i>	735
	B. Sous l'empire de la loi du 26 mai 2004	737
	1° <i>Énoncé des règles légales</i>	737

	2° Application des règles légales	738
	a) Application <i>ratione materiae</i>	738
	b) Application <i>ratione temporis</i>	739
section	2. En présence d'un élément d'extranéité : la convention de La Haye	740
	§ 1. Détermination initiale du régime matrimonial	743
	A. Détermination initiale en présence d'un choix formulé par les époux	743
	B. Détermination initiale en l'absence de choix formulé par les époux	745
	1° Principe	745
	2° Exceptions	745
	a) Lorsque l'État de la nationalité commune des époux a fait la déclaration de l'article 5	745
	b) Lorsque l'État de la nationalité commune n'est pas partie à la convention	746
	c) En l'absence de résidence habituelle commune	747
	§ 2. Détermination ultérieure du régime matrimonial	747
	A. Détermination ultérieure voulue par les époux	747
	B. Détermination ultérieure imposée aux époux	749
CHAPITRE	232. CONFLITS PRÉLIMINAIRES À LA LIQUIDATION	752
section	1. Mesures de crise	754
	§ 1. Mesures applicables à tous les régimes matrimoniaux	754
	A. Contribution aux charges du mariage (C. civ., art. 214)	754
	B. Extension de pouvoirs (C. civ., art. 217)	756
	C. Restrictions de pouvoirs (C. civ., art. 220-1)	757
	§ 2. Mesures propres à certains régimes matrimoniaux	759
	A. Mesures applicables dans les régimes de communauté	759
	1° Séparation de biens judiciaire	759
	2° Substitution de pouvoirs (C. civ., art. 1426)	759
	3° Dessaisissement de pouvoirs (C. civ., art. 1429)	760
	B. Mesures applicables dans le régime de participation aux acquêts	760
section	2. Faute, actes frauduleux et recel	761
	§ 1. Actes objectivement fautifs	761
	A. Actes entraînant la responsabilité de son auteur suivant le droit commun	761
	B. Dépassement objectif des pouvoirs sur la communauté : excès de pouvoir	761
	§ 2. Recel	762
	§ 3. Acte frauduleux	763
	§ 4. Preuve de l'acte frauduleux et du recel	764
CHAPITRE	233. LIQUIDATION DU RÉGIME MATRIMONIAL ET INDIVISION	766
section	1. Gestion des biens indivis	770
section	2. Amélioration ou détérioration des biens indivis	773
section	3. Usage des biens indivis	773
	§ 1. Principe d'une indemnité pour jouissance privative	773
	§ 2. Évaluation de l'indemnité pour jouissance privative	774
	A. Montant de l'indemnité	774
	B. Durée de l'indemnité	776
section	4. Fruits et revenus des biens indivis	778
section	5. Disposition des biens indivis	779
CHAPITRE	234. LIQUIDATION DU RÉGIME MATRIMONIAL DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE	781
section	1. Liquidation de l'indivision pré-communautaire	785
section	2. Liquidation de la communauté	786
	§ 1. Date de dissolution de la communauté	786
	A. Date de dissolution de la communauté vis-à-vis des tiers	786
	B. Date de dissolution de la communauté dans les rapports entre époux	787
	1° Conséquences de la dissolution de la communauté dans les rapports entre époux	787
	2° Détermination de la date de dissolution de la communauté	788
	a) Règle conventionnelle	788
	b) Règle légale supplétive	789
	c) Règle judiciaire	789
	§ 2. Reprises	794
	A. Présomption de communauté	794
	B. Preuve du caractère propre d'un bien	795

	§ 3. Récompenses	796
	A. Théorie des récompenses	797
	1° Localisation de la récompense	797
	a) Récompenses dues par la communauté	797
	b) Récompenses dues à la communauté	797
	α) Hypothèses d'admission du droit à récompense	797
	β) Hypothèses d'exclusion du droit à récompense	799
	2° Calcul de la récompense	800
	a) Choix	800
	α) Dépense faite	800
	β) Profit subsistant	801
	b) Solutions	804
	α) Principe	804
	β) Première exception : en présence d'une dépense nécessaire	804
	γ) Deuxième exception : en présence d'une dépense d'acquisition ou d'amélioration	806
	δ) Troisième exception : en présence d'une dépense de conservation	806
	B. Pratique des récompenses	806
	1° Preuve des récompenses	807
	2° Règlement des récompenses	809
	§ 4. Actif de la communauté	811
	§ 5. Passif de la communauté	813
	A. Règlement du passif	813
	1° Règlement du passif pendant la communauté	814
	2° Règlement du passif pendant l'indivision post-communautaire	816
	B. Détermination du passif	817
section	3. Liquidation des comptes d'indivision post-communautaire	820
section	4. Liquidation des créances entre époux	821
CHAPITRE	235. LIQUIDATION DU RÉGIME MATRIMONIAL DE LA SÉPARATION DE BIENS	823
section	1. Règles de preuve de la propriété	826
	§ 1. En présence d'un titre de propriété	826
	§ 2. En l'absence de titre de propriété	826
section	2. Liquidation du régime de séparation de biens	827
	§ 1. Indivision	827
	§ 2. Créances entre époux	829
	A. Sources des créances entre époux	829
	1° Créances liées à l'existence d'une donation	829
	2° Créances liées à l'existence d'un prêt	832
	a) Identification des créances	832
	b) Neutralisation des créances	832
	3° Créances fondées sur l'enrichissement injustifié	837
	B. Régime des créances entre époux	838
	§ 3. Société civile immobilière	839
CHAPITRE	236. LIQUIDATION DU RÉGIME MATRIMONIAL DE LA PARTICIPATION AUX ACQUÊTS	841
section	1. Date de dissolution du régime matrimonial	845
section	2. Liquidation de la créance de participation	846
	§ 1. Détermination du patrimoine originaire	846
	A. Actif originaire	846
	B. Passif originaire	847
	§ 2. Détermination du patrimoine final	848
	A. Actif final	848
	B. Passif final	849
	§ 3. Règlement de la créance de participation	851
	A. Règlement par principe en argent	851
	B. Règlement par exception en nature	851
	§ 4. Liquidation judiciaire	852
section	3. Liquidation des créances entre époux	853
section	4. Liquidation de l'indivision	854
CHAPITRE	237. OPÉRATIONS DE RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL	856
section	1. Opérations dans le cadre du divorce par consentement mutuel	862
	§ 1. Nécessité de régler le régime matrimonial	862

	§ 2. Difficultés liées au règlement du régime matrimonial	864
	A. Procédé licite	864
	1° Partage inégal : les risques encourus	864
	2° Partage inégal : les solutions proposées	866
	B. Procédés prohibés	867
section	2. Opérations dans le cadre des divorces contentieux	868
	§ 1. Opérations au cours de la procédure de divorce	869
	A. En amont du jugement de divorce	869
	1° Nécessité de liquider le régime matrimonial	869
	a) Moyens	869
	b) Raisons	870
	2° Faculté de régler le régime matrimonial	871
	a) Contenu de la convention	871
	b) Établissement de la convention	872
	c) Valeur de la convention	873
	B. Au stade du jugement de divorce	874
	1° Les prérogatives résiduelles du juge du divorce en l'absence de demande de liquidation-partage	875
	2° Les pouvoirs substantiels du juge du divorce en présence d'une demande de liquidation-partage	877
	a) Conditions	877
	b) Régime	878
	c) Effets	880
	§ 2. Opérations postérieures au prononcé du divorce	885
	A. Opérations de règlement amiable du régime matrimonial	888
	B. Opérations de règlement judiciaire du régime matrimonial	890
	1° Ouverture des opérations	890
	2° Partage simple	892
	3° Partage complexe	894
	a) Notaire commis	894
	b) Juge commis	897
	c) Juge de la liquidation-partage	898
CHAPITRE	238. MODES DE RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL	900
section	1. Partage	903
	§ 1. Modalités du partage	903
	A. Partage amiable	903
	1° Règlement du passif	904
	a) Répartition légale du passif après le partage	904
	α) Distinction selon la nature des dettes	904
	β) Bénéfice d'émolument	904
	b) Répartition conventionnelle du passif après le partage	905
	2° Paiement de la soulte	906
	B. Partage judiciaire	909
	1° Domaine et modalités du partage	909
	2° Sursis au partage	910
	§ 2. Suites du partage	910
	A. Effet déclaratif du partage	911
	B. Garantie du partage	912
	C. Critique du partage	913
	1° Action en nullité pour vice de forme	913
	2° Action en nullité pour vice du consentement	913
	3° Action en complément de part pour cause de lésion	913
section	2. Convention d'indivision	915
	§ 1. Objet de la convention d'indivision	916
	§ 2. Durée de la convention d'indivision	917
	§ 3. Droits et obligations des indivisaires	918
	A. Jouissance des biens indivis	918
	B. Charge des biens indivis	920
	§ 4. Issue de la convention d'indivision	921
	A. Le partage des biens indivis	921
	B. La vente des biens indivis	922

CHAPITRE	239.	COÛT NOTARIÉ DU RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL	924
section	1.	Émoluments du notaire	927
	§ 1.	Émoluments du notaire instrumentaire	928
	A.	Émoluments propres à chaque régime matrimonial	929
	1°	Régime communautaire	929
	2°	Régime séparatiste	931
	3°	Régime participatif	932
	B.	Émoluments communs aux différents régimes matrimoniaux	933
	1°	Émoluments en présence d'une convention d'indivision	933
	2°	Émoluments de liquidation	934
	3°	Émoluments fixes	935
	4°	Émoluments de formalités	935
	§ 2.	Émoluments du notaire et aide juridictionnelle	935
section	2.	Honoraires du notaire	937
TITRE	24.	LES ENFANTS	941
CHAPITRE	241.	MODALITÉS D'EXERCICE DE L'AUTORITÉ PARENTALE	943
section	1.	Fixation des modalités d'exercice de l'autorité parentale	957
	§ 1.	Critères pris en compte par le juge	959
	§ 2.	Fixation de la résidence de l'enfant	961
	A.	Résidence habituelle et droit de visite et d'hébergement	961
	B.	Résidence alternée	962
	C.	Place des tiers dans la vie de l'enfant	964
	1°	Ascendants	964
	2°	Autres tiers	965
section	2.	Contentieux après divorce lié aux modalités d'exercice de l'autorité parentale	965
	§ 1.	Révision après divorce des modalités d'exercice de l'autorité parentale	965
	§ 2.	Exécution après divorce des modalités d'exercice de l'autorité parentale	969
	A.	Non-représentation d'enfant	970
	B.	Défaut de notification du changement de domicile	971
	C.	Soustraction d'enfant par un ascendant	972
section	3.	Enlèvement international d'enfant	972
	§ 1.	La Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant	973
	A.	Dispositif mis en place par la Convention de La Haye en matière d'enlèvement international d'enfant	974
	B.	La mise en œuvre de la Convention de La Haye devant les juridictions françaises	974
	C.	Conditions d'application de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant	977
	1°	Généralités	977
	2°	Droit de garde	978
	3°	Résidence habituelle	980
	D.	Exceptions au retour de l'enfant	981
	§ 2.	Dispositions du Règlement Bruxelles II bis en matière de déplacement illicite d'enfant	984
	§ 3.	Exécution des décisions de retour	987
CHAPITRE	242.	CONTRIBUTION À L'ENTRETIEN ET À L'ÉDUCATION DES ENFANTS	988
section	1.	Fixation de l'obligation d'entretien	991
	§ 1.	Contribution à l'entretien des enfants mineurs	991
	A.	Principe	992
	B.	Modalités d'exécution	995
	§ 2.	Contribution à l'entretien des enfants majeurs	995
section	2.	Contentieux après divorce lié à l'obligation d'entretien	997
	§ 1.	Révision de l'obligation d'entretien	997
	§ 2.	Inexécution de l'obligation d'entretien	999
	A.	Procédure de paiement direct	1000
	B.	Procédure de recouvrement public	1001
	C.	Recouvrement par les organismes débiteurs de prestations familiales	1002

LIVRE	3. LES CONSÉQUENCES FISCALES DU DIVORCE	1005
TITRE	31. LES CONSÉQUENCES FISCALES ATTACHÉES À LA SÉPARATION DES ÉPOUX : LA DISSOLUTION DU FOYER FISCAL	1007
CHAPITRE	311. FIN DE L'IMPOSITION COMMUNE DES ÉPOUX À L'IMPÔT SUR LE REVENU	1008
section	1. Causes d'imposition séparée des époux	1012
	§ 1. <i>Situations de fait</i>	1012
	A. Époux séparés de biens ne vivant pas sous le même toit	1012
	B. Époux ayant abandonné le domicile conjugal et disposant de revenus distincts	1014
	§ 2. <i>Situation de droit</i>	1015
section	2. Effets de l'imposition séparée des époux	1016
	§ 1. <i>Modalités d'imposition des revenus des époux l'année du divorce</i>	1016
	A. Établissement des impositions	1016
	B. Assiette des impositions	1016
	§ 2. <i>Détermination du quotient familial des époux divorcés</i>	1018
	A. Date de détermination de la situation et des charges de famille pour le calcul du quotient familial	1019
	B. Modalités de détermination de la situation et des charges de famille pour le calcul du quotient familial	1020
CHAPITRE	312. FIN DE L'IMPOSITION COMMUNE DES ÉPOUX À L'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE	1023
section	1. Causes d'imposition séparée des époux	1024
section	2. Effets de l'imposition séparée des époux	1025
	§ 1. <i>Détermination des biens imposables</i>	1025
	§ 2. <i>Évaluation des biens imposables</i>	1026
CHAPITRE	313. FIN DE L'IMPOSITION COMMUNE DES ÉPOUX À LA TAXE D'HABITATION	1028
section	1. Imposition des époux vivant sous le même toit	1029
section	2. Imposition des époux ne vivant pas sous le même toit	1029
CHAPITRE	314. FIN DE LA SOLIDARITÉ FISCALE ENTRE ÉPOUX	1031
section	1. Principe de la solidarité fiscale	1033
	§ 1. <i>Impôt sur le revenu</i>	1033
	§ 2. <i>Impôt de solidarité sur la fortune</i>	1034
	§ 3. <i>Taxe d'habitation</i>	1034
section	2. Décharge de solidarité fiscale	1035
	§ 1. <i>Champ d'application</i>	1035
	A. Impôts concernés	1035
	B. Personnes visées	1036
	§ 2. <i>Conditions</i>	1036
	§ 3. <i>Procédure</i>	1037
	§ 4. <i>Montant</i>	1037
	A. Impôt sur le revenu	1037
	B. Taxe d'habitation	1038
	C. Impôt de solidarité sur la fortune	1038
	§ 5. <i>Effets</i>	1039
TITRE	32. LES VERSEMENTS PÉCUNIAIRES ENTRE EX-ÉPOUX	1041
sect. unique	Évolution du statut fiscal de la prestation compensatoire	1041
CHAPITRE	321. FISCALITÉ ATTACHÉE À LA FIXATION DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE	1044
section	1. Fiscalité du capital « instantané »	1048
	§ 1. <i>Fiscalité du capital « instantané » au titre de l'impôt sur le revenu</i>	1049
	A. Principe de la réduction d'impôt	1049
	B. Domaine de la réduction d'impôt	1050
	C. Calcul de la réduction d'impôt	1052
	§ 2. <i>Fiscalité du capital « instantané » au titre des droits d'enregistrement</i>	1053
	A. Montant de l'imposition	1053
	B. Exigibilité de l'imposition	1054
	§ 3. <i>Fiscalité du capital « instantané » au titre de l'impôt sur la fortune</i>	1055
	§ 4. <i>Fiscalité du capital « instantané » au titre de la plus-value</i>	1055
section	2. Fiscalité attachée à la rente	1058
	§ 1. <i>Fiscalité de la rente au titre de l'impôt sur le revenu</i>	1058
	§ 2. <i>Fiscalité de la rente au titre des droits d'enregistrement</i>	1059
	§ 3. <i>Fiscalité de la rente au titre de l'impôt sur la fortune</i>	1059

section	3. Fiscalité attachée au capital échelonné	1060
	§ 1. Fiscalité du capital échelonné au titre des droits d'enregistrement	1060
	§ 2. Fiscalité du capital échelonné au titre de l'impôt sur le revenu	1060
	§ 3. Fiscalité du capital échelonné au titre de l'impôt sur la fortune	1061
CHAPITRE	322. FISCALITÉ ATTACHÉE À LA SUBSTITUTION DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE	1063
section	1. Substitution par le biais d'un capital « instantané »	1064
	§ 1. Au titre de l'impôt sur le revenu	1064
	§ 2. Au titre des droits d'enregistrement	1065
section	2. Substitution par le biais d'un capital échelonné	1065
CHAPITRE	323. FISCALITÉ ATTACHÉE À LA TRANSMISSIBILITÉ DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE	1067
section	1. En cas de paiement instantané par les héritiers	1068
section	2. En cas de maintien de la forme initiale par les héritiers	1068
CHAPITRE	324. FISCALITÉ DES DOMMAGES- INTÉRÊTS	1070
section	1. Dommages-intérêts en numéraire	1070
section	2. Dommages-intérêts en nature	1070
CHAPITRE	325. FISCALITÉ DES VERSEMENTS AU PROFIT DES ENFANTS	1072
section	1. Versement d'une pension alimentaire	1074
	§ 1. Débiteur de la pension alimentaire	1074
	A. Pensions alimentaires versées pour des enfants mineurs	1074
	B. Pensions alimentaires versées pour des enfants majeurs	1076
	§ 2. Bénéficiaire de la pension alimentaire	1077
section	2. Versement d'un capital alimentaire	1078
TITRE	33. LE RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL DES ÉPOUX	1081
CHAPITRE	331. IMPOSITION DE L'ACTE PORTANT RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL	1083
section	1. Droits d'enregistrement	1085
	§ 1. Droits d'enregistrement perçus dans le cadre d'un régime communautaire	1085
	A. Droits d'enregistrement perçus en cas de partage	1085
	1° Partages purs et simples	1085
	2° Partages avec soultes ou plus-values	1087
	B. Droits d'enregistrement perçus au titre d'une convention d'indivision	1088
	§ 2. Droits d'enregistrement perçus dans le cadre d'un régime de séparation de biens	1088
	A. Partages purs et simples	1089
	B. Partages avec soultes ou plus-values	1089
	§ 3. Droits d'enregistrement perçus dans le cadre d'un régime de participation aux acquêts	1090
	A. Détermination de la créance de participation, sans partage de biens indivis	1090
	B. Partage de biens indivis et détermination d'une éventuelle créance de participation	1090
	§ 4. Régime des droits d'enregistrement	1091
section	2. Contribution de sécurité immobilière	1096
section	3. Droit fixe des actes innomés	1097
CHAPITRE	332. IMPOSITION DES PLUS-VALUES PRIVÉES CONSÉCUTIVES AU RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL	1098
section	1. Plus-values privées et cession antérieure au partage	1100
section	2. Plus-values privées et partage des biens	1101
section	3. Plus-values privées et cession ultérieure au partage	1101
	§ 1. Cessions ultérieures imposables	1101
	A. Plus-values immobilières imposables	1102
	B. Plus-values mobilières imposables	1103
	§ 2. Cessions ultérieures exonérées	1103
	A. Plus-values immobilières exonérées	1104
	B. Plus-values mobilières exonérées	1104
CHAPITRE	333. IMPOSITION DES PLUS-VALUES PROFESSIONNELLES CONSÉCUTIVES AU RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL	1106
section	1. Plus-values professionnelles et cession antérieure au partage	1108
section	2. Plus-values professionnelles et partage des biens	1108
	§ 1. Position de l'Administration fiscale	1108
	§ 2. Position du Conseil d'État	1109
section	3. Plus-values professionnelles et cession ultérieure au partage	1110
CHAPITRE	334. CHARGE DE LA TAXE FONCIÈRE EN CAS DE RÈGLEMENT DU RÉGIME MATRIMONIAL	1111
section	1. Principe d'imposition	1112
section	2. Modalités d'imposition	1112

LIVRE	4. LES CONSÉQUENCES SOCIALES ET PÉNALES DU DIVORCE	1113
TITRE	41. LES CONSÉQUENCES SOCIALES DU DIVORCE	1115
CHAPITRE	411. CONSÉQUENCES DU DIVORCE EN DROIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	1116
section	1. Prestations liées à la santé de la personne	1125
	§ 1. <i>Prestations en espèces</i>	1125
	§ 2. <i>Prestations en nature</i>	1127
section	2. Prestations liées à la situation familiale et de précarité de la personne	1128
	§ 1. <i>Prestations liées à la situation familiale</i>	1128
	A. <i>Prestations familiales</i>	1129
	1° <i>Principes communs des prestations familiales</i>	1129
	2° <i>Particularité des allocations familiales</i>	1130
	a) <i>Détermination de l'allocataire</i>	1130
	b) <i>Détermination du montant des allocations familiales en cas de divorce</i>	1131
	B. <i>Allocation de soutien familial</i>	1132
	§ 2. <i>Prestations liées à la situation précaire personnelle</i>	1134
	A. <i>Revenu de solidarité active</i>	1134
	B. <i>Autres dispositifs</i>	1136
section	3. Prestations liées au décès du conjoint divorcé	1137
	§ 1. <i>Droits à réversion</i>	1137
	A. <i>Pension de réversion de la retraite de base</i>	1137
	B. <i>Droit à réversion de la retraite complémentaire</i>	1139
	§ 2. <i>Rente accident du travail</i>	1141
	§ 3. <i>Capital décès</i>	1142
CHAPITRE	412. CONSÉQUENCES DU DIVORCE EN DROIT DU TRAVAIL	1144
section	1. Principes de protection du salarié	1148
	§ 1. <i>Protection de la vie privée</i>	1148
	§ 2. <i>Protection contre les discriminations</i>	1148
section	2. Dispositifs en faveur du salarié	1149
	§ 1. <i>Dispositifs en faveur du salarié au regard de sa situation familiale</i>	1149
	§ 2. <i>Dispositifs en faveur du salarié au regard de sa fragilité</i>	1150
	A. <i>Fragilité psychologique</i>	1150
	B. <i>Fragilité économique</i>	1151
section	3. Situations particulières	1151
	§ 1. <i>Impact du divorce sur la continuité du contrat de travail</i>	1152
	§ 2. <i>Contrat de couple</i>	1152
	§ 3. <i>Contrat de travail conclu par un couple</i>	1153
TITRE	42. LES CONSÉQUENCES PÉNALES DU DIVORCE	1155
CHAPITRE	421. IMMUNITÉS ENTRE ÉPOUX	1157
section	1. Champ d'application <i>ratione materiae</i> de l'immunité entre époux	1158
	§ 1. <i>Une responsabilité accentuée en cas d'atteinte à la personne du conjoint</i>	1158
	§ 2. <i>Une responsabilité atténuée en cas d'atteinte aux biens du conjoint</i>	1160
section	2. Champ d'application <i>ratione temporis</i> de l'immunité entre époux	1161
CHAPITRE	422. INFRACTIONS RÉVÉLÉES PAR LE DIVORCE	1163
section	1. Infractions commises au cours de la procédure de divorce	1165
	§ 1. <i>Atteintes à la vie privée du conjoint</i>	1166
	A. <i>Violation du domicile du conjoint</i>	1166
	B. <i>Atteinte au secret des correspondances</i>	1167
	§ 2. <i>Infractions destinées à tromper la religion du juge</i>	1167
	A. <i>Escroquerie au jugement</i>	1167
	B. <i>Faux et délits connexes</i>	1169
	1° <i>Délit de faux stricto sensu</i>	1169
	2° <i>Infractions connexes au faux</i>	1171
	a) <i>Usage de faux</i>	1171
	b) <i>Attestations et certificats inexacts ou falsifiés et leur usage</i>	1171
	C. <i>Délit de fraude en matière de divorce</i>	1172
	D. <i>Subornation d'autrui</i>	1173
	E. <i>Dénonciation calomnieuse</i>	1174
section	2. Infractions commises après le divorce	1175
	§ 1. <i>Manquements de l'un des époux à ses obligations financières issues du divorce</i>	1175
	A. <i>Délit d'abandon de famille</i>	1176
	1° <i>Définition et conditions du délit</i>	1176

	2° Éléments constitutifs du délit	1177
	3° Conséquences du délit	1178
	B. Organisation frauduleuse de l'insolvabilité	1179
	§ 2. Atteintes à l'exercice de l'autorité parentale	1181
	A. Défaut de notification de changement de domicile de l'enfant	1181
	B. Délit de non-représentation d'enfant	1182
	C. Délit de soustraction d'enfant	1184
LIVRE	5. LA SÉPARATION DE CORPS	1185
TITRE	51. LES CAUSES ET LA PROCÉDURE DE LA SÉPARATION DE CORPS	1187
CHAPITRE	511. CAUSES DE LA SÉPARATION DE CORPS	1188
section	1. Identité des causes de divorce et de séparation de corps	1188
section	2. Causes de séparation de corps	1188
CHAPITRE	512. PROCÉDURE DE LA SÉPARATION DE CORPS	1190
section	1. Identité de principe de la procédure de séparation de corps et de la procédure de divorce	1191
section	2. Modification de la demande en cours d'instance	1191
section	3. Demande reconventionnelle	1192
TITRE	52. LES CONSÉQUENCES ET LA FIN DE LA SÉPARATION DE CORPS	1195
CHAPITRE	521. CONSÉQUENCES DE LA SÉPARATION DE CORPS	1196
section	1. Effets extrapatrimoniaux de la séparation de corps	1197
section	2. Effets patrimoniaux de la séparation de corps	1198
CHAPITRE	522. FIN DE LA SÉPARATION DE CORPS	1203
section	1. Reprise volontaire de la vie commune	1204
section	2. Divorce des époux	1205
	§ 1. Conversion demandée par un époux seul	1205
	§ 2. Conversion par consentement mutuel	1206
	§ 3. Demande directe en divorce	1207
LIVRE	6. LES FRAIS DES PROCÉDURES DE DIVORCE ET DE SÉPARATION DE CORPS ..	1211
TITRE	61. LES FRAIS DES PROCÉDURES DE DIVORCE ET DE SÉPARATION DE CORPS	1213
CHAPITRE	611. FRAIS COMPRIS DANS LES DÉPENS DE L'INSTANCE EN DIVORCE OU EN SÉPARATION DE CORPS	1214
section	1. Dépens inhérents au déroulement de la procédure de divorce ou en séparation de corps	1217
section	2. Dépens spécifiquement liés aux mesures d'instruction des procédures de divorce ou séparation de corps	1220
section	3. Charge des dépens dans l'instance en divorce ou en séparation de corps	1222
	§ 1. Place des règles de droit commun en matière de dépens dans les procédures de divorce	1222
	§ 2. Règles particulières régissant le sort des dépens en matière de divorce et en séparation de corps	1224
CHAPITRE	612. FRAIS NON COMPRIS DANS LES DÉPENS DE L'INSTANCE EN DIVORCE OU EN SÉPARATION DE CORPS	1228
section	1. Indemnité forfaitaire au titre des frais non compris dans les dépens	1230
section	2. Indemnité alternative à la rétribution de l'avocat au titre de l'aide juridictionnelle ..	1233
CHAPITRE	613. FRAIS LIÉS À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE PROCÉDURE AMIABLE DE RÈGLEMENT DU LITIGE	1235
section	1. Frais liés à la mise en œuvre d'une médiation familiale	1236
section	2. Frais liés à la mise en œuvre d'une procédure participative	1238
	PRINCIPALES ABRÉVIATIONS UTILISÉES	1241
	INDEX ALPHABÉTIQUE THÉMATIQUE	1245